

Chapitre 17

Le « management » du féminisme en tant que stratégie canadienne d'aide au développement : la nouvelle apparence d'un modèle vieillissant ?

Marie-Claude Savard, Université du Québec à Montréal

Dans Aumais, N. et Dorion, L. (dir), (sous presse, 2021) « Féminisme et management : enjeux et état de l'art des travaux ». Laval : Presses de l'Université de Laval.

Marie-Claude Savard est candidate au doctorat en administration à l'École des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Montréal (ESG-UQAM). Elle cumule une vingtaine d'années d'expérience en tant que professionnelle en management au sein d'organismes à but non lucratif. Pendant douze ans, elle a été responsable de la gestion de programmes d'aide au développement et de coopération technique pour une variété d'agences canadiennes. Elle est aujourd'hui directrice adjointe de l'Observatoire canadien sur les crises et l'action humanitaires (OCCA).

Introduction

Au cours des dernières années, le Canada s'est positionné en tant que chef de file en matière d'égalité des genres parmi les agences bilatérales d'aide au développement. En rejoignant les rangs de la Norvège et de la Suède, le Canada déploie désormais sa stratégie d'aide dans plus de quatre-vingts pays en voie de développement sous l'égide d'une politique d'aide internationale féministe (PAIF), lancée en juin 2017. Qualifiée d'audacieuse et de novatrice par les organisations de la société civile et le gouvernement lui-même¹, « la plus ambitieuse et la plus progressiste de l'histoire de la diplomatie canadienne »², cette politique publique affirme que le moyen le plus efficace de réduire la pauvreté et d'instaurer la paix à l'échelle mondiale est d'intervenir au niveau des iniquités entre les femmes et les hommes (Gouvernement du Canada, 2017). Ainsi, depuis le lancement de la PAIF, 99 % du budget d'aide internationale du Canada sert à financer des interventions à l'étranger dont le résultat escompté est l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles des pays les plus pauvres (Savard et al, 2019). Grâce à ses engagements politiques féministes, l'image du Canada se voit ainsi rehaussée parmi les autres acteurs d'aide au développement international.

Bien que ce chapitre ne remette pas cause l'importance de l'égalité des genres dans la lutte contre la pauvreté, il soutient que la PAIF et les interventions qu'elle propose auprès des

¹ Selon le Conseil canadien pour la coopération internationale (2017), un regroupement d'organisations canadiennes de solidarité internationale, « la politique d'aide internationale du Canada propose une nouvelle vision audacieuse pour faire progresser l'égalité entre les sexes » (p. 1). Une analyse du libellé de la PAIF, effectuée par Tiessen et Black (2019) révèle également que le gouvernement s'autoproclame « novateur » en employant le terme « nouveau » quarante fois dans sa politique, « novateur » huit fois et « innovation » dix fois.

² La citation provient du discours de la ministre du Développement international et de la Francophonie, Marie-Claude Bibeau, lors du lancement de la politique d'aide internationale féministe du Canada le 9 juin 2017. La transcription est disponible à l'adresse suivante : https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2017/06/discours_de_la_ministrebibeaulorsdulancementdelanouvellepolitiqu.html.

populations des pays en voie de développement, ne sont ni audacieuses, ni novatrices. Il s'agit plutôt d'une extension du discours dominant d'aide au développement, issu des pays occidentaux et critiqué depuis plusieurs décennies pour sa prétention d'universalité et son caractère paternaliste. La politique féministe du Canada n'interroge pas les structures d'oppression qui sont à la source d'iniquités entre les pays du Nord et du Sud³. Au contraire, en proposant une vision féministe libérale et occidentale en tant que standard à atteindre, la PAIF pourrait involontairement s'adonner à une forme d'oppression et d'impérialisme culturel.

Tels des chevaux de Troie porteurs d'idéaux néolibéraux, les impératifs managériaux et l'idéologie qui accompagnent l'aide au développement du Canada et de l'Occident en général, menacent la diversité et l'autonomie de la société civile des pays du Sud (Murphy, 2008 ; Wallace, 2004). L'aide au développement propose un standard de modernité occidentale ainsi qu'une trajectoire pour l'atteindre, grâce à des réformes économiques, sociales et politiques. En hiérarchisant les capacités et les compétences des pays du Sud vis-à-vis de celles du Nord (par exemple, en qualifiant de sous-développé une grande partie des nations du monde), ils reproduisent une dynamique paternaliste néocoloniale qui maintient les populations du Sud dans un état de « sous-développement ». L'aide au développement favorise le maintien d'une relation de dépendance envers le Nord par, entre autres, l'endettement, la remise de fonds et l'aide alimentaire, lesquels nuisent à l'autonomisation des pays du Sud (Cooke, 2003, 2004 ; Escobar, 1995).

En plus d'être ancrée dans un modèle d'aide qui repose sur le libéralisme occidental en tant que moteur du progrès, la PAIF canadienne fait erreur dans son hypothèse d'universalité. La vision féministe du Canada ne peut prétendre englober la panoplie de cultures, d'idéologies et des contextes qui caractérisent les pays où sont menées ses interventions. On reproche d'ailleurs au féminisme libéral et occidental son incapacité à reconnaître les diverses formes d'agence et de résistance dont font preuve les femmes à l'échelle mondiale.

Critiqué depuis l'Occident géographique (Betawamosake Simpson, 2017; Carby, 1982; hooks, 1981; Maracle, 1996; Vergès, 2019), ainsi que par plusieurs auteures du Sud (Minh Ha, 1989 ; Spivak, 2009), le féminisme libéral ne tiendrait pas suffisamment compte des luttes simultanément menées contre les idéologies coloniales et patriarcales. De plus, en ayant comme point de référence un standard occidental, le féminisme libéral alimenterait, selon Chandra Mohanty (2003), une image monolithique des femmes du Sud « opprimées », en opposition aux femmes supposées « émancipées » du Nord. Parmi les critiques les plus radicales, Claudia von Werlhof (2011) soutient même que le véritable féminisme et les politiques publiques, telle la PAIF, sont irréconciliables, puisque l'État est à la base un appareil de domination dont les logiques patriarcales demeurent inexaminées.

³ Dans ce chapitre, les termes « occidental », « Nord » et « septentrional » désignent principalement des idéologies héritées de l'Europe continentale. Ce vocabulaire n'a pas pour but d'homogénéiser la diversité culturelle de ces régions ni d'invisibiliser les idéologies non occidentales de l'Ouest et du Nord géographique, telles que celles des Premières nations du Canada ou des populations indigènes de l'Australie. Les termes sont conservés faute d'options. De même, « Sud » a été retenu pour désigner de manière générale un large éventail d'idéologies qui ne proviennent pas de l'Europe. L'expression « tiers monde », préférée par plusieurs auteures postcoloniales, réfère généralement aux anciens territoires coloniaux des pays européens.

Par conséquent, peut-on réellement soutenir que la nouvelle politique féministe du Canada représente une vision audacieuse et novatrice du développement ? Ses priorités et ses impératifs managériaux contribuent-ils plutôt à la marginalisation des voix et de l'agence des femmes dans certaines régions du monde ? Défend-elle à juste titre les droits des femmes et des filles, ou favorise-t-elle plutôt une construction homogénéisante de la modernité occidentale ? Ces questions seront abordées dans ce chapitre en mobilisant le travail d'auteurs et d'auteurs féministes, d'origines variées, et dont la voix figure rarement dans la littérature de gestion.

Ce texte apporte une contribution aux études critiques en management (*critical management studies* ou « CMS »), courant principalement anglo-saxon qui s'intéresse aux relations de pouvoir inter- et intra organisationnelles et aux liens entre le management et le néolibéralisme. La critique de l'aide au développement s'intéresse, quant à elle, à l'analyse de ce même sujet mais dans son contexte postcolonial. Comme plusieurs membres du courant CMS, ses auteures et auteurs s'inspirent des théories marxistes qui ont été influentes dans l'interrogation du management et des relations de travail. Cependant, en dépit des vastes contributions d'individus tels qu'Anshuman Prasad (2003) et Bill Cooke (2004), les ouvrages qui abordent le management, et plus spécifiquement la gestion des politiques publiques d'une perspective à la fois féministe et postcoloniale ou décoloniale demeurent rares. En réponse à cette lacune, une mise en commun de regards hétéroclites sera effectuée dans ce texte, afin d'enrichir la critique de l'aide internationale, en se servant comme point de départ l'analyse de la politique canadienne.

En un premier temps, la PAIF sera située au sein du contexte historique international de l'aide au développement. Deuxièmement, elle sera analysée à la lumière de l'évolution de la pensée féministe et de ses divers courants. Troisièmement seront présentées les critiques postcoloniales de l'aide au développement et l'interrogation des idéaux libéraux occidentaux par certaines féministes transnationales et écologistes. La quatrième section invoquera les nombreuses contributions de ces auteures afin de révéler la nature contradictoire du modèle de développement féministe du Canada et son paradigme managérial. Enfin, le chapitre conclura en invitant les lectrices et lecteurs à s'interroger sur la possibilité d'un féminisme plus inclusif dans le milieu de l'aide internationale, un féminisme pouvant se situer au-delà des frontières tout en restant attentif à la différence des combats.

« Le tiers monde doit rejoindre l'Occident » : aperçu de la pensée développementaliste

Les origines du développement international remontent à la fin de la Seconde Guerre mondiale, une période historique marquée par l'effondrement du système colonial, l'expansion du communisme dans certaines parties du monde, la perturbation des économies européennes, d'importants gains industriels aux États-Unis et une foi grandissante en la technologie. Les courants politiques de l'époque ont donné lieu en 1944 à la création des institutions de Bretton Woods, soit la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, dont le but était de redynamiser l'économie d'après-guerre dans les pays alliés. D'importants prêts ont également été consentis à certaines nations venant tout juste d'acquérir leur indépendance, en guise de soutien aux projets d'industrialisation et d'infrastructures. Ainsi est apparu le discours contemporain qui situe les pays industrialisés en tant que bienfaiteurs,

porteurs d'un idéal de modernité occidentale. « Nous devons nous lancer dans un nouveau programme audacieux visant à tirer parti des avancées scientifiques et des progrès industriels pour l'amélioration et la croissance des régions sous-développées », a annoncé le président américain Harry Truman en 1949 lors de son discours inaugural. « Le vieil impérialisme — l'exploitation pour le profit étranger — n'a pas sa place dans nos plans... la clé de la prospérité et de la paix est l'accroissement de la production »⁴.

Au cours des décennies qui ont suivi, les discours et les stratégies de développement, y compris la nouvelle approche féministe du Canada, ont renforcé l'idée selon laquelle une grande partie de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique centrale et du Sud est sous-développée par rapport au standard occidentalocentrique — « l'Euromodernité » (Prasad, 2003). Ainsi, selon le discours orthodoxe de l'aide au développement, le devoir des États du Nord comme du Sud est de veiller à l'atteinte de ce standard à l'échelle mondiale en adoptant une trajectoire de modernisation. On constate cependant, qu'en dépit du discours de Truman annonçant l'arrivée du meilleur des mondes et la fin de l'impérialisme, l'exploitation pour le profit étranger demeure monnaie courante. Les zones de production libres et les *maquiladoras* étrangères, où l'on retrouve une main-d'œuvre largement féminine soumise à des conditions de travail déplorables (Horowitz, 2009), témoignent sans équivoque de ce fait. De la Papouasie occidentale au bassin amazonien en passant par le Grand Nord canadien, la privatisation d'actifs publics à des fins extractives a entraîné l'expropriation sans indemnisation des populations autochtones et l'occupation destructive de territoires par des entreprises privées. Or, c'est aussi la nature qui se voit assujettie à une logique d'exploitation étrangère.

Les conséquences néfastes de la dérive de la vision de Truman, ce « désastre de design du développement » selon Arturo Escobar (2017, p. 7) sont attribuées par certains auteurs aux politiques néolibérales de l'époque Reagan-Thatcher, en vertu desquelles les pays nouvellement affranchis doivent se placer sous la tutelle des marchés et de l'économie mondiale en tant que leitmotiv de la croissance. La réduction de l'appareil étatique et donc des services sociaux, qui a accompagné les réformes néolibérales des années quatre-vingt, s'est répercutée sur la politique internationale et sa gestion, provoquant également la mise en œuvre de programmes d'ajustements structurels. Encouragés par les institutions de Bretton Woods, les ajustements structurels ont imposé des conditions à plus de cent pays « sous-développés » qui, en tant que bénéficiaires d'aide internationale, se devaient d'adhérer au modèle néolibéral des pays industrialisés de l'Occident (Easterly, 2005).

Souvent qualifiée de « décennie perdue » dans l'histoire du développement, cette époque a provoqué une croissance exponentielle des bidonvilles dans les pays soumis aux ajustements structurels (Davis, 2006). L'échec de cette stratégie a suscité un scepticisme croissant auprès du grand public, des universitaires et des économistes quant à l'efficacité de l'aide et ses dispositifs managériaux. Les pays du Sud, aux proies d'interventions désordonnées et de politiques incohérentes d'aide déployées par une panoplie d'acteurs étrangers, ont quant à

⁴ Traduction de l'auteure. L'allocation inaugurale du président Truman peut être visionnée intégralement à l'adresse suivante : <https://www.youtube.com/watch?v=ncWPpWoFccM>.

eux soutenu qu'il fallait respecter leurs priorités nationales, donnant lieu à l'expression « appropriation locale » des politiques et des projets d'aide. Ce phénomène s'est traduit par de grandes feuilles de route onusiennes, tels les Objectifs de développement durable (ODD), tentant d'autonomiser les acteurs locaux dans la définition de leurs stratégies de croissance. Regrettablement, ces tentatives « d'appropriation locale » demeurent trop souvent pilotées par le Nord plutôt que par le Sud, révélant alors une importante contradiction entre le discours dominant et la réalité du milieu.

Soumises à ce regard critique, les agences de développement ont réagi à la pression croissante en se professionnalisant et en adoptant une rationalité managériale et des dispositifs de contrôle empruntés du secteur privé (Bornstein, 2003 ; Easterly, 2014 ; Kothari, 2005 ; Murphy, 2008). La gestion axée sur les résultats (GAR), emblème de la réforme managériale de l'aide publique au développement, figure désormais dans le vocabulaire de tout individu qui œuvre dans ce secteur, tant en Occident que dans le Sud. La GAR est également l'une des cinq solutions proposées comme moyen d'améliorer l'efficacité de l'aide dans la Déclaration de Paris, élaborée en 2005 par les agences de développement membres de l'OCDE.

D'après les critiques postcoloniales et décoloniales, les feuilles de route, tels les ODD et la Déclaration de Paris, constituent une tentative de construction du Sud selon le modèle occidental de modernité (Acosta et al, 2019). L'idée d'uniformiser le développement entraîne une classification des États selon les catégories de « développés » ou de « sous-développés », en fonction de leur degré d'adhésion aux modèles économiques linéaires élaborés par les pays industrialisés. Le programme mondial de développement des ODD demeure ainsi subordonné aux préceptes de l'idéologie économique dominante et de ses stratégies de croissance étroitement liées à l'extractivisme. La perspective d'une prospérité matérielle infinie, accessible à tous grâce au marché mondial en perpétuelle expansion, s'est révélée aujourd'hui un mythe. Il s'avère qu'elle conduit plutôt à la polarisation, à des inégalités croissantes qui opposent une élite minoritaire aux populations et aux écosystèmes surexploités. Au lieu d'une qualité de vie généralisée, l'enrichissement sélectif, la précarité du travail, l'endettement croissant et la dégradation de l'environnement révèlent l'ampleur de l'erreur des stratégies néolibérales de développement.

Aujourd'hui, la rhétorique du développement a été intériorisée dans presque tous les appareils étatiques du Sud, témoignant de sa nature séduisante et de son pouvoir homogénéisant. On remarque, par exemple, que les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté qui sont préparés par le pays du Sud afin d'obtenir un financement de la Banque mondiale, ont tendance à s'aligner aux politiques du Nord. Par conséquent, elles sont relativement uniformes en dépit de leurs contextes divergents (Elkins et Feeny, 2014). En ce qui a trait au Canada, cela se traduit pour les pays bénéficiaires par une obligation de conformité aux valeurs féministes libérales de la PAIF afin d'accéder à l'aide canadienne. Il s'agit dès lors d'un exercice d'isomorphisme coercitif : dans un contexte concurrentiel où les ressources financières sont limitées, les acteurs du Sud se verront contraints à se plier aux attentes des bailleurs de fonds (Claeyé et Jackson, 2012), contribuant ainsi à l'homogénéisation des stratégies de développement.

Or, la diversité des trajectoires de développement définies par les pays du Sud se voit menacée par la coercition qu'exercent les donateurs par le biais de leurs politiques et de leurs dispositifs managériaux hégémoniques (Claeyé et Jackson, 2012, Claeyé, 2014 ; Girei, 2015 ; Gulrajani, 2011 ; Wallace et al, 2007). Même les pays qui subissent les conséquences négatives de la croissance industrielle en Occident, telles l'inondation de leurs territoires arables ou la désertification, l'acceptent en tant que voie de progrès unilinéaire et universelle. Pourtant, les grandes politiques de développement semblent de façon générale faire abstraction du fait que les pays industrialisés sont parvenus à leur stade actuel de développement à la suite d'une exploitation non durable de la nature, couplée à l'exploitation injuste des territoires et des peuples.

Plusieurs auteures féministes proposent une analyse tout aussi critique du modèle orthodoxe de développement. Elles attribuent la crise du développement non-durable à l'ancienne prémisse monothéiste et anthropocentrique selon laquelle le Dieu-père de la genèse aurait créé la Terre afin qu'elle serve à « ses » enfants humains (von Werlhof, 2011). En Occident, cela s'est transformé graduellement en une habitude philosophique qui oppose l'humain à la nature, et cela donne lieu à des dualismes tels que la division entre sujet et objet, esprit et corps, femme et homme. L'orgueil masculiniste né de la révolution scientifique européenne a renforcé l'hypothèse instrumentale-rationnelle qui prétend que la nature existe pour des raisons de commodité humaine, légitimant ainsi la dévastation du monde naturel et l'exploitation sexuelle. Ces critiques insistent sur la « culture de domination masculiniste » qui a conduit à l'asservissement et à l'appauvrissement de la nature et de populations entières sur la base de ces dualismes (Rocheleau et Nirmal, 2015). Injustement, les humains qui sont les moins responsables de la dégradation de l'environnement sont maintenant les plus vulnérables aux changements climatiques.

Le déclin de l'optimisme de l'après-guerre quant au progrès et à la réduction de la pauvreté à l'échelle mondiale se fait de plus en plus manifeste. La vision de Truman, qui envisageait un processus linéaire par lequel les jeunes nations et les pays en voie de développement s'engageraient dans un parcours homogène de croissance, était au mieux utopique. Il s'avère plutôt que les grandes stratégies de développement proposées depuis l'Occident n'ont ni réussi à réduire les inégalités systémiques, ni à tenir adéquatement compte des limites écologiques de notre planète. Aujourd'hui, la promesse monumentale de l'aide internationale, à savoir cette réduction du fossé entre les pays pauvres et les plus riches afin de profiter des fruits de la civilisation moderne, « git telle une ruine dans le paysage intellectuel »⁵ (Sachs, 2010, p. xv). Confronté à ce pessimisme grandissant, en provenance des quatre coins de la Terre, issu d'une multitude de disciplines et composé d'un flot de voix hétéroclites, que faut-il penser de la politique féministe d'aide internationale du Canada ? L'audace et le caractère novateur qu'elle s'auto-attribue sont-ils réellement au rendez-vous, ou s'agit-il plutôt simplement d'une nouvelle itération d'un discours occidental vieillissant ? La section qui suit amorcera la réflexion à ce sujet, en situant la politique féministe canadienne au sein du cadre idéologique qui l'a façonnée.

⁵ Traduction de l'auteure.

Le féminisme occidental, produit d'une politique de développement occidentale

L'importance qu'accorde aujourd'hui le Canada à l'égalité des genres révèle un alignement de longue date entre la politique canadienne et la vision onusienne, concrétisée par l'adoption par l'Assemblée générale de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes en 1979. Une quinzaine d'années plus tard, à l'occasion de la Quatrième conférence mondiale sur les femmes, organisée par l'ONU, des objectifs plus explicites en matière d'autonomisation des femmes et d'égalité des genres furent présentés dans la Déclaration et Programme d'action de Beijing. Vint ensuite en 2000 la résolution « UNSCR 1325 » portant sur l'impact des conflits armés sur les femmes et les filles. S'arrimant ainsi aux tendances onusiennes, le Canada intègre des analyses sexospécifiques dans l'élaboration de ses politiques depuis plusieurs décennies (Tiessen et Swann, 2018). L'égalité des genres en ce qui a trait à l'aide au développement ne représente donc pas un nouvel angle pour les politiques publiques internationales du Canada. En tant qu'itération la plus récente de l'internationalisme canadien, la PAIF se distingue cependant par l'usage du qualificatif « féministe ».

La PAIF est un document de 92 pages dans lequel est présenté le cadre d'intervention d'aide au développement du Canada⁶, en proposant six domaines thématiques au cœur de l'engagement du pays en matière de réduction de la pauvreté : la dignité humaine, la croissance au profit de tous, l'environnement et l'action climatique, la gouvernance inclusive, la sécurité et la paix, et finalement, l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles, qui se veut un axe transversal pour les cinq autres thématiques. La PAIF définit ainsi la nature des interventions du Canada à l'étranger, à laquelle s'ajoutent des cibles en matière de financement. La politique définit désormais sans ambiguïté la stratégie canadienne de réduction de la pauvreté auprès des pays receveurs de fonds, en excluant toute intervention n'ayant pas comme résultat l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles.

En parcourant la PAIF, on constate qu'elle ne définit pas ce que constitue le « féminisme ». Le document établit plutôt des objectifs et des indicateurs de programmation en matière de genre, à partir desquels il est possible de déduire que son modèle mobilise des notions de droits de la personne, d'égalité et d'inclusion. La PAIF dénonce les relations de pouvoir inégales systémiques, la discrimination et les normes préjudiciables qui sont source d'oppression pour plusieurs femmes et témoigne d'un biais en faveur de la participation de celles-ci au sein des structures de gouvernance. Son approche de mise en œuvre privilégie les interventions fondées sur des données probantes, notamment celles qui découlent de l'analyse comparative entre les sexes, de la collecte de données et de la reddition de comptes à l'égard des résultats. On peut ainsi affirmer que la PAIF du Canada est un produit de la pensée féministe libérale occidentale, qui met l'accent sur l'égalité des droits civils individuels des femmes et des hommes au sein de l'État libéral. Selon ce point de vue, les hommes et les femmes sont identiques d'une perspective juridique. Les distinctions entre les genres revêtent le résultat de constructions culturelles sexistes, de stéréotypes et de discrimination sexuelle. L'égalité est atteinte par la suppression de ces distinctions par le

⁶ La politique est disponible à l'adresse suivante : https://www.international.gc.ca/world-monde/assets/pdfs/iap2-fra.pdf?_ga=2.194097069.1445887507.1595459460-2114174194.1593052391

biais de réformes sociales et organisationnelles (Alvesson et Due Billing, 2009 ; Calas et Smircich, 2006 ; Thomas et Davies, 2005).

Sur le plan managérial, l'opérationnalisation d'une politique féministe signifie que les gabarits de soumission de projet et les critères de financement incluent des indicateurs d'égalité femme-homme, ainsi que des résultats ventilés selon le genre. Au Canada, les interventions répondent à deux objectifs stratégiques distincts : le premier vise à ce que 80 % de l'aide canadienne au développement du Canada soit consacré à des interventions intégrant l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes, ce qu'on qualifie en tant « qu'objectif important » en matière d'égalité femme-homme. Deuxièmement, 15 % des fonds supplémentaires du budget d'aide doivent être investis dans des projets à caractère transformateur pour le genre, à savoir des interventions dont le résultat escompté explicite est l'égalité femme-homme. Ainsi, 95 % de l'aide publique au développement du Canada se voit désormais consacrée aux enjeux d'inégalité. Jusqu'à présent, aucun autre donateur bilatéral n'a su proposer de tels engagements, ce qui a valu au Canada sa qualification d'« audacieux » et de « novateur » (voir les notes de bas de page 1 et 2).

Depuis le lancement de la PAIF en 2017, cet objectif de 95 % a non seulement été atteint, mais dépassé (Savard et al, 2019). Suivant une logique libérale d'appels d'offre et de sous-traitance, le Canada verse ses fonds à des acteurs intermédiaires, tels des ONG ou des agences multilatérales, en fonction d'un processus de sélection de projets et de qualification d'intervenants. S'ajoutent désormais des critères en matière d'expertise, de genre et d'analyse sexospécifique des besoins, des stratégies et des résultats attendus, le tout devant s'agencer aux priorités canadiennes afin de lui permettre d'atteindre sa cible de 95 %. Ainsi, il est possible d'affirmer que les interventions de développement financées par le Canada ont été efficacement orientées et gérées de manière à concrétiser sa vision féministe. L'approche managériale descendante du pays entraîne l'exercice d'un isomorphisme coercitif, ou d'une obligation de conformité afin d'accéder aux financements, qui conduit à l'adhésion des acteurs sous-traitants du Sud au féminisme canadien. Le caractère homogénéisant de la PAIF peut d'ailleurs être discerné dès son second paragraphe, où on y lit le passage suivant : « Les Canadiens sont en sécurité et plus prospères lorsqu'une grande partie du monde partage leurs valeurs » (Gouvernement du Canada, p. 1). Ainsi, on espère encourager « une grande partie du monde » à adopter les valeurs canadiennes, à des fins de sécurité et de prospérité nationales.

De telles affirmations sur les croyances du « reste du monde » par rapport à celles du Canada démasquent une hypothèse d'universalité ethnocentrique, qu'on reproche également au féminisme occidental. On pourrait même y percevoir un paternalisme sous-jacent. Selon Arturo Escobar (2017), ce type de politique représente une tentative du Nord de « concevoir » le Sud à l'image de la modernité septentrionale, à l'instar des ODD et du discours développementaliste des dernières décennies. En opposant à l'Occident les structures juridiques, naturelles, économiques, religieuses et familiales qui donnent lieu aux relations de genre dans le Sud, on construit, selon Chandra Mohanty (2003), une image arbitraire et monolithique de la « femme du tiers monde » en tant qu'« opprimée ». On véhicule ainsi, par le biais du discours développementaliste, une conception des populations du « Sud sous-développé » qui justifie l'intervention bienveillante de l'Occident. Ce faisant, les complexités

identitaires et l'agence qu'exercent les femmes non occidentales se verraient colonisées par un discours humaniste féministe libéral. Cette critique, accompagnée d'un survol des vastes contributions de la pensée féministe transnationale et décoloniale, sera développée dans la section qui suit.

Au-delà du féminisme libéral : les contributions théoriques féministes contemporaines

Si l'on parle parfois de « vagues » de pensée féministe, certains préfèrent les termes « courants » ou « variantes » pour désigner la coexistence de diverses formes de féminisme, issues d'un processus itératif de construction et d'interrogation théorique. Les années 1970 et 80, par exemple, ont été marquées pour certaines femmes par un désaveu du féminisme libéral en faveur d'une critique radicale, dont la vision unificatrice dénonce l'oppression commune du genre féminin. D'après ce courant théorique, le genre est un principe organisationnel fondamental de la société patriarcale sur lequel sont fondés tous les autres systèmes d'oppression (Calas et Smircich, 2014). Elizabeth Dodson Gray (1979) et Claudia von Werlhof (2011) soutiennent par exemple que le concept du patriarcat est le résultat de vastes développements historiques, qui se matérialisent aujourd'hui par l'histoire de la genèse masculine, soit la création de l'univers par un dieu-père, qui sont propagés à l'échelle mondiale par le colonialisme, l'impérialisme, la mondialisation et la diffusion du modèle de modernité utopique occidental. Le contrôle et la domination de la nature vivante dans son ensemble, qui inclut l'exploitation capitaliste du corps humain et animal, sont ainsi perçus comme l'ultime forme d'oppression patriarcale.

En dépit de son élan unificateur, la construction d'une solidarité mondiale féminine est souvent rejetée, de même que la notion libérale occidentale d'égalité, en tant que produit d'un féminisme « blanc » ou « impérial ». « L'accès aux portes du "mouvement des femmes blanches" ne m'intéresse nullement »⁷, écrit l'auteure autochtone Lee Maracle (1996, p. 18), en dédaignant le courant dominant de l'époque. De même, Hazel Carby (1982) et bell hooks (1981) interrogent la prétendue inclusivité du mot « nous » du mouvement occidental, invoquant la générosité égoïste des femmes blanches qui se manifeste en tant que paternalisme envers les femmes noires. Depuis l'appel rhétorique de l'Américaine Sojourner Truth, « Ne suis-je pas une femme ? », plusieurs groupes marginalisés reprochent d'ailleurs aux féministes libérales et radicales cette abstraction des questions raciales et ethniques, provoquant une effervescence littéraire dont le but est de se distinguer du féminisme « blanc ». Proposant un « nous » plus inclusif, Cherrie Moraga et Gloria Anzaldua (1984) présentent ainsi leur ouvrage collectif : « Nous sommes des femmes de toutes sortes de rues de notre enfance : les fermes de Porto Rico, les rues du Chinatown et du Bronx, les trottoirs de banlieue, les plaines et la réserve » (p. 3-4). En contestant la construction homogénéisante de « femme opprimée », ces auteures se positionnent en tant que sujets d'un mouvement anti-hégémonique, rejetant ainsi l'assimilation de leur histoire et de leur agence politique par le féminisme occidental dominant.

Les faiblesses théoriques de la pensée féministe libérale et radicale des années 1980 et 90 ont donné lieu à l'émergence d'un courant transnational et décolonial qui remet en question les théories occidentales du genre. Selon ses adhérentes, le manque de problématisation de

⁷ Traduction de l'auteure.

l'hégémonie théorique dominante constitue un acte politique de marginalisation, puisqu'il fait fi de la diversité des contextes historiques de l'oppression et de la variété des gestes d'affranchissement qui en découlent (Mukhopadhyay, 2015). Certes, l'apparition des approches intersectionnelles qui s'ensuit permet une meilleure analyse du lien entre les nombreuses sources d'oppression, mais elles demeurent complices de la construction de l'image de la femme du Sud en tant qu'« Autre » de la femme occidentale (Mohanty, 2003 ; Puar, 2013).

Plusieurs auteures regrettent que le féminisme occidental soit incapable de reconnaître les répercussions indélébiles de la colonisation et de l'assujettissement des populations autochtones à l'hétéropatriarcat européen au sein même de son territoire géographique. Comme l'explique Leanne Betawamosake Simpson (2017), la suppression du pouvoir des femmes anichinabées, découlant de l'imposition d'un modèle familial victorien dont ont été complices les femmes européennes, a sournoisement occasionné la destruction de cette nation autochtone. En plus d'être dépossédées de leurs terres, les femmes anichinabées se sont vues privées de leurs savoirs, de leurs liens familiaux et d'affection avec leurs enfants, de l'expression de leur sexualité et de la fluidité de leur genre. « Elles étaient prêtes à détruire notre système éducatif et notre spiritualité », écrit Betawamosake Simpson en rappelant l'histoire de son peuple. « Les femmes blanches cherchaient à détruire nos connaissances et nos systèmes politiques. Il s'agit d'un génocide »⁸ (p. 96). L'auteure et musicienne Tanya Tagaq, quant à elle, évoque de manière émouvante le caractère sexuel de l'oppression coloniale et de ses séquelles dans les vers suivants : « L'observation objective/La pensée critique/Alors que nous, on/Mange ce qu'on a vomi/Sur le plancher du réfectoire, au pensionnat ou/Sur le plateau de tournage d'un film porno »⁹ (2019, p. 174). Ainsi, pour certaines populations, les luttes féministes impliquent avant tout la contestation d'un système d'oppression étatique, qu'il soit de gauche ou de droite, dont les politiques contemporaines reposent sur des fondements coloniaux qui ont dépossédé les femmes de leur souveraineté et de leur dignité.

Or, il s'avère que l'une des contributions les plus significatives de la pensée féministe décoloniale et transnationale consiste en la démonstration du lien entre la domination structurelle et la suppression de l'hétérogénéité des expériences et des luttes des femmes. Comme l'explique Lee Maracle, « Dans le même souffle, vous prenez une guitare et enseignez des chansons folkloriques européennes modernes à tous les enfants, mais nulle part les enfants européens n'apprennent la musique folklorique de mes enfants ou de toute autre nationalité. Cela équivaut à l'effacement de tout le monde à l'exception du vôtre »¹⁰ (p. 81).

Tel que l'illustre ce passage, les récits ethnocentriques occidentaux créent ce que Chandra Mohanty (2003) appelle des « monolithes », soit des catégories figées qui ne sont en réalité que des constructions de l'Occident. En ce qui a trait aux femmes du Sud, ce type de discours

⁸ Traduction de l'auteure.

⁹ Ces vers de Tanya Tagaq réfèrent aux écoles résidentielles du Canada dont l'enseignement, dispensé par l'État entre 1820 et 1990, avait comme objectif d'assimiler, d'évangéliser et d'éduquer les enfants autochtones. Cette pratique correspond à l'article e) « Transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe » de la définition du terme génocide adoptée par les Nations Unies. Voir <https://www.un.org/en/genocideprevention/documents/Appeal-Ratification-Genocide-FactSheet-FR.PDF>

¹⁰ Traduction de l'auteure.

les maintient dans un rôle d'objet passif formulé à l'aide d'indicateurs de développement tels le nombre d'enfants, le niveau de scolarisation, le taux de mortalité infantile et maternelle, l'espérance de vie, le revenu, la nutrition, et bien plus. Or, ces catégories, d'apparence neutre, entretiennent une image de la femme du Sud comme étant dépourvue d'agence ; ses capacités et son implication dans des luttes d'affranchissement et des stratégies de survie sont réduites au silence et vouées à l'invisibilité. C'est ce qui amène certaines auteures à dénoncer le caractère néocolonial et paternaliste du féminisme occidental, puisqu'il est souvent accompagné d'une impulsion à vouloir « sauver » les femmes non occidentales. Comme le soutient Gayatri Chakravorty Spivak (2009), les femmes du tiers monde, dont la subalternité est multidimensionnelle, peinent à s'exprimer, car elles sont construites de façon à effacer toute représentation qui articulerait leur libre arbitre, leurs capacités et leur participation au cœur des luttes et des stratégies de survie.

Les femmes déploient une panoplie de moyens de résistance pour lutter contre l'oppression, dont plusieurs qui existent en marge de la pensée féministe occidentale dominante. De nombreuses écologistes féministes, dont Vandana Shiva (1991), arborent depuis des décennies une critique acerbe à l'égard des stratégies étatiques de développement qui s'inscrivent sous le dictat de la croissance économique, telle la Révolution verte. En révélant les liens historiques, matériels et idéologiques entre l'assujettissement des femmes et la domination de la nature par l'ordre patriarcal capitaliste mondial, elles réarticulent les préoccupations féministes d'égalité sociale d'après une perspective écologique (Dodson Gray, 1979 ; Rocheleau et Nirmal, 2015 ; Terreblanche, 2019). Par conséquent, on constate que l'agence féministe se manifeste autrement que dans la conception libérale : dans la lutte contre l'accaparement des terres du mouvement zapatiste au Mexique, par exemple, de même que dans l'opposition au détournement des eaux, à la déforestation, à l'introduction de semences génétiquement modifiées ou à l'expansion de la monoculture. Partout, des populations indigènes revendiquent non seulement leurs territoires, mais aussi la réappropriation de leur ontologie et de leur spiritualité, qui, simultanément assujetties à la colonisation ou à l'impérialisme, ont longtemps résisté à la dualité humaine/nature. Cela se traduit par une mobilisation en faveur des droits de la Pachamama (Poupeau, 2013) ou, lorsque la justice est exigée, au nom des montagnes, des lacs ou des rivières auxquels on attribue des qualités d'intériorité et d'intentionnalité (Walsh, 2016). Leanne Betawamosake Simpson (2017) fournit un exemple éloquent à cet égard : la nation anichinabée s'est vue obligée d'entamer un processus de négociation diplomatique avec le peuple des cerfs, dont ses membres sont dotés d'un intellect et d'un esprit, puisque ce dernier avait migré de territoire à la suite d'une chasse irrespectueuse. Il s'agit d'un exemple qui brouille le dualisme entre la rationalité humaine et la nature, duquel émergent des solutions de gestion des écosystèmes à présent écartées par la pensée occidentale.

Ainsi, nombreuses sont les auteures féministes qui réfutent la distinction entre nature et culture, laissant par conséquent place à la pluriversalité et à l'acceptation d'ontologies variées, tel le système de guérison autochtone minobimaatissiwini, dont l'objectif est de rétablir des relations harmonieuses et réciproques avec autrui, incluant la nature (Bell, 2013). S'écartant du cadre des droits civils du féminisme libéral, ces courants inclusifs divergent de l'anthropocentrisme occidental en reconnaissant que « le monde » comprend également des entités non humaines tels que la lune, le soleil et les étoiles, les ancêtres et les générations à

naître, à qui chacun est tenu d'assurer les mêmes droits que l'être humain (Escobar, 2008). Tel que le révèlent les multiples contributions des féminismes transnational, écologique et décolonial, l'accent que place le féminisme libéral sur les droits civils individuels contribue à la marginalisation des conceptions du monde fondées sur les droits collectifs, les orientations communales et les constructions de souveraineté ancrées dans la réciprocité plutôt que dans la propriété individuelle. En effet, certains féminismes autochtones se définissent non pas par les droits individuels et l'égalité, mais par la conjugaison d'aspects physiques et métaphysiques (Cannella et Manuelito, 2008). Le travail de ces féministes favorise l'émergence d'alternatives qui s'étendent au-delà de celles que nous offre le courant dominant, révélant différentes visions du développement, telles que le « *buen vivir* », qui s'éloigne des paradigmes de développement capitalistes et socialistes du Nord. Regrettablement, les politiques de développement occidentales et leurs mécanismes opérationnels semblent mal adaptés à la valorisation de telles contributions. C'est ce que la section suivante de ce chapitre étayera avant de conclure.

Le féminisme libéral et le développement, impérialisme culturel ou nouvelle politique audacieuse ?

La politique d'aide internationale du Canada, qui repose sur une pensée féministe occidentale du 21^e siècle surnommée « servante du capitalisme »¹¹ par Marta Calas et Linda Smircich (2014, p. 639), ne représente pas un départ radical des approches orthodoxes d'aide au développement. Par exemple, le développement économique (« une croissance qui profite à tous ») demeure l'un des domaines d'intervention de la PAIF, révélant que le Canada et sa politique féministe demeurent asservis au capital privé et aux marchés. La science et le développement des technologies intelligentes sur le plan climatique, qui selon Lucia Lohmann (2019) n'offrent que des compromis capitalistes à la crise environnementale, sont valorisés au détriment des savoirs ancestraux. Les contributions potentielles des populations autochtones en matière de subsistance durable ou de décroissance se voient écartées par la rationalité économique qui recherche toujours des gains d'efficacité et d'efficacités. De surcroît, l'approche canadienne ne met pas en doute les racines structurelles de la pauvreté, de la non-durabilité et des inconduites éthiques et environnementales du secteur privé et des États. Ce paradigme classique du « développement en tant que croissance économique » encourage, au contraire, une plus grande consommation de ressources planétaires de façon non réglementée, et ce, en l'absence d'une véritable stratégie visant à inverser la contribution démesurée du Nord au réchauffement climatique.

La dissonance entre « développement » et environnement est pourtant réitérée depuis des décennies. La publication du rapport Brundtland intitulé « Notre avenir à tous » la mettait en exergue dès 1987. Le réel enjeu qui voit le jour, ainsi, est que la réduction de la pauvreté dans les pays du Sud ne peut être réalisée sans transformer l'économie du Nord et sa logique d'accumulation.

Comme le soulignent plusieurs critiques du féminisme libéral occidental, la croyance que l'entrée sur le marché du travail des femmes serait synonyme d'émancipation s'est révélée fautive, tant en Occident que dans les pays du Sud. La division géographique et sexuelle du

¹¹ En anglais, « a convenient handmaiden of capitalism ».

travail qui caractérise les relations internationales et commerciales d'aujourd'hui est loin d'être libératrice pour des masses de femmes de la classe ouvrière, dont la survie dépend d'un système capitaliste qui n'a jamais été élaboré en leur faveur. Par conséquent, le « développement » pour certaines signifie toujours « sous-développement » pour d'autres. Puisque le progrès est intrinsèquement lié à l'expropriation, à l'appropriation individualiste et à l'exploitation d'une main-d'œuvre bon marché, certaines femmes bénéficient de ces conditions. Pour la grande majorité d'entre elles, cependant, la libération économique envisagée par l'Occident dissimule l'intensification de la pauvreté. Ainsi, la question suivante se doit d'être posée : Comment la politique d'aide canadienne, dont l'un des axes principaux est la croissance économique, par l'intensification de l'agriculture, les infrastructures ou l'exploitation forestière et minière par exemple, peut-elle réellement se dire féministe en adhérant aux préceptes de l'idéologie néolibérale dominante¹² ?

Le modèle de développement et la PAIF du Canada ne seraient donc pas audacieux, mais plutôt orthodoxe dans leur hypothèse que le bien-être et la qualité de vie reposent sur l'intégration des marchés et, à présent, sur l'autonomisation économique des femmes. Selon ce point de vue, le pouvoir dépend du capital et des valeurs de gestion technocratiques émanant du secteur privé, de l'État et des agences multilatérales, ainsi que des compétences entrepreneuriales exportées vers les pays du Sud par le biais de programmes d'aide au développement et de coopération technique. L'expansion de la pensée néolibérale par les canaux d'aide internationale ne serait alors qu'une autre forme d'assujettissement, accompagnée d'un racisme et d'un sexisme institutionnalisés.

L'auteure allemande Claudia von Werlhof (2011) propose une analyse encore plus radicale : elle soutient que puisque le capitalisme est un projet du patriarcat moderne, étroitement lié à un appareil étatique masculiniste, aucun gouvernement libéral ne serait en mesure de fournir une alternative viable. Les politiques et les mécanismes de gestion produits par l'État seraient par conséquent contradictoires aux féminismes radical, écologique, transnational et décolonial. Par exemple, les exigences en matière d'imputabilité imposées aux pays du Sud et à ses acteurs de la société civile par la PAIF canadienne, ainsi que les mécanismes de contrôle descendants et les audits financiers des organisations sous-traitantes, perpétuent des structures patriarcales hiérarchiques et des valeurs de concurrence qui contribuent à la marginalisation de certains acteurs qui n'adhèrent pas au courant dominant.

Le design des dispositifs managériaux du programme canadien d'aide au développement, tels que les cadres logiques et les matrices de mesure de rendement, reflète la prédominance d'une rationalité « objective » qui lie les intrants de l'État aux extrants de développement, selon une hiérarchie de résultats et de priorités. Cette hiérarchie se manifeste d'ailleurs dans plusieurs domaines managériaux du programme canadien d'aide internationale. La comptabilité rétroactive, par exemple, renforce les asymétries de pouvoir entre le Canada et les

¹² Le Canada figure parmi les plus grands actionnaires à la Banque mondiale, organe financière d'aide internationale dont les politiques économiques néolibérales priorisent le développement axé sur les marchés et la rationalité individuelle, y ayant versé 30 % de son budget d'aide en 2018-2019 pour appuyer des projets à l'échelle mondiale. D'après son rapport au Parlement sur l'aide internationale pour 2018-2019 (Gouvernement du Canada, 2020a et 2020b), le Canada aurait par ailleurs fourni un appui financier et des services de développement des affaires à près de 4 millions d'individus travaillant dans le domaine de l'entrepreneuriat et de l'agriculture, révélant ainsi les fondements économiques de la vision canadienne.

organisations sous-traitantes, majoritairement des organisations à but non-lucratif. Cette pratique, qui exige qu'une ONG bénéficiaire décaisse des fonds et en justifie l'usage avant de recevoir un versement de son donateur, accroît la précarité des organisations sous-traitantes en les soumettant à des processus de contrôle et d'approbation dont le but est de veiller à l'adhésion aux normes managériales de l'État, au budget et au calendrier de mise en œuvre des projets. L'usage de contrôles managériaux rigides témoigne également d'une méfiance qu'éprouve le Canada à l'égard des acteurs du Sud. Ces pratiques constituent la base de la gestion axée sur les résultats, une approche cartésienne de planification, de mise en œuvre et de contrôle emblématique des réformes administratives de la fonction publique occidentale, véhiculée par l'aide internationale et donc désormais implantée dans les pays du Sud.

Les conséquences du design des dispositifs managériaux s'étendent toutefois bien au-delà de l'isomorphisme, voire de l'impérialisme culturel, en particulier lorsqu'elles sont liées aux valeurs masculinistes. Selon Arturo Escobar (2017), les outils de gestion sont essentiels à l'action, avec laquelle, en revanche, les êtres humains créent le monde dans lequel ils habitent. Cela implique que si les outils de gestion du Canada sont dérivés d'un appareil d'État patriarcal et de sa culture bureaucratique, définie par l'importance qu'il attribue à la concurrence, à la hiérarchie, au pouvoir, à la croissance et au contrôle, la pratique du management générera à son tour une construction du monde dans lequel ces valeurs sont reflétées et perpétuées. Dans une société patriarcale, conclut-il, la conscience collective des hommes et des femmes est patriarcale. Or, à la lumière de ces arguments, il devient difficile, voire impossible, de justifier les affirmations « d'audace » et « d'innovation » pour qualifier la PAIF canadienne.

Conclusion

La politique de développement féministe du Canada s'attaque à de véritables problèmes d'inégalités entre les genres : le mariage et les grossesses précoces, l'infanticide féminin, la violence domestique et le viol génocidaire en tant qu'arme de guerre n'en sont que quelques exemples. Partout, les femmes, souvent réduites au silence, manquent de ressources et de liberté de mouvement pour échapper aux indignités qui leur sont infligées. Ces luttes sont réelles, mais pour y faire face, il faut une vision plus large et plus inclusive du féminisme qui échappe à l'eurocentrisme, l'homogénéisation et au paternalisme. Il lui faut demeurer attentive aux frontières, tout en apprenant à les transcender. En l'absence de transformation socioculturelle fondamentale, ni le changement de discours d'aide au développement ni l'innovation en matière de gestion ne sauront lutter contre l'oppression structurelle, puisqu'ils en seront complices.

D'un point de vue idéologique, le Canada n'a pas encore suffisamment interrogé la nature impériale de sa rhétorique du développement ni de ses mécanismes de gestion. Le regard critique qu'offre le courant CMS et le post-développement révèle la présence de relations de pouvoir entre l'agence de développement du Canada et les acteurs qui œuvrent dans le milieu, mais elle démontre aussi les fondements néolibéraux de la stratégie de développement des acteurs du Nord en général. La superposition de cette critique à l'égard du management occidental et de la vaste contribution des auteures et auteurs féministes dont la voix demeure

marginalisée dans ce domaine, révèle un angle mort en ce qui a trait aux relations internationales Nord-Sud du Canada : la prétention d'universalité d'une politique publique féministe à partir de laquelle un pays de l'Occident tente de façonner la trajectoire de développement des pays du Sud, sans même interroger son propre contexte postcolonial.

Le défi de l'aide internationale et de toute politique féministe consiste ainsi à sortir des cadres de référence orthodoxes et néolibéraux. La pensée féministe est largement plus complexe et productive que sa version occidentale. L'intégration de diverses ontologies et de perspectives écologiques, radicales et décoloniales au cœur des stratégies pourrait s'avérer fructueuse dans la production de nouvelles connaissances et l'élaboration de stratégies novatrices. Les anciennes architectures, lorsque secouées, révéleront des possibilités inédites, favorisant ainsi la création de sites à la fois pratiques, émotionnels et intellectuels qui promettent d'engendrer des solutions régénératives à la lutte contre la pauvreté et au maintien de la dignité humaine. La résolution des nouveaux défis mondiaux qui nous guettent en dépend. Le Canada pourra dès lors réellement se vanter d'audace et d'innovation.

Bibliographie

- Acosta, Alberto, Ariel Salleh, Arturo Escobar, Ashish Kothari et Federico Demaria (2019), *Pluriverse : A Post-Development Dictionary*, New Delhi, Tulika.
- Alvesson, Mats et Yvonne Due Billing (2009). *Understanding Gender and Organizations*, London : Sage.
- Bell, Nicole (2013), « Anishinaabe Bimaadiziwin: Living Spiritually with Respect, Relationships, Reciprocity, and Responsibility » dans Andrejs Kulnieks, Dan Roronhiakewen-Longboat et Kelly Young (dir.), *Contemporary Studies in Environmental and Indigenous Pedagogies*, Rotterdam, Sense Publishers.
- Betawamosake Simpson, Leanne (2017). *As We Have Always Done: Indigenous Freedom Through Radical Resistance*. Minneapolis, University of Minnesota Press.
- Bornstein, Lisa (2003), « Management standards and development practice in the South African aid chain », *Public Administration and Development*, vol. 23, n° 5, p. 393–404.
- Calas, Marta et Linda Smircich (2014). « Engendering the Organizational: Feminist Theorizing and Organization Studies », dans Paul Adler, Paul du Guay, Glenn Morgan et Michael Reed (dir.), *The Oxford Handbook of Sociology, Social Theory and Organization Studies*, Oxford, Oxford University Press.
- Calas, Marta et Linda Smircich (2006). « From the woman's point of view ten years later: Towards a feminist organization studies », dans Stewart Clegg, Cynthia Hardy, Thomas Lawrence et Walter Nord (dir.), *The Sage Handbook of Organization Studies*, 2e édition, Thousand Oaks, Sage.
- Cannella, Gaile et Kathryn Manuelito, (2008) « Feminisms From Unthought Locations: Indigenous Worldviews, Marginalized Feminisms, and Revisioning an Anticolonial Social Science », dans Norman Denzin, Yvonna Lincoln et Linda Tuhiwai Smith (dir.), *Handbook of Critical and Indigenous Methodologies*, Los Angeles, Sage.

- Carby, Hazel (1982), « White Woman Listen! Black feminism and the boundaries of sisterhood », dans Centre for Contemporary Cultural Studies (dir.), *The Empire Strikes Back: Race and Racism in Seventies Britain*, London, Taylor & Francis
- Claeyé, Frederik et Terence Jackson (2012), « The Iron-cage revisited: institutional isomorphism in non-profit organisations in South Africa », *Journal of International Development*, vol. 24, n° 5, p. 602-622.
- Claeyé, Frederik (2014), *Managing Nongovernmental Organizations: Culture, Power and Resistance*, New York, Routledge.
- Conseil canadien pour la coopération internationale (2017), « La Politique d'aide internationale du Canada propose une nouvelle vision audacieuse pour faire progresser l'égalité entre les sexes », Récupéré le 21 juillet 2020 de https://ccic.ca/wp-content/uploads/2018/06/CCCI-Reaction_PAI-9-06.pdf
- Cooke, Bill (2003), « Managing Organizational Culture and Imperialism », dans Anshuman Prasad (dir.), *Postcolonial Theory and Organizational Analysis : A Critical Engagement*, New York, Palgrave MacMillan.
- Cooke, Bill (2004), « The Managing of the (Third) World », *Organization*, vol. 11, n° 5, p. 603–629.
- Davis, Mike (2006), *Planet of Slums*, New York, Verso.
- Dodson Gray, Elizabeth (1979), *Green Paradise Lost*. Warwick, Roundtable Press.
- Easterly, William (2005), « What did structural adjustment adjust? : The association of policies and growth with repeated IMF and World Bank adjustment loans », *Journal of Development Economics*, vol. 76, n° 1, p. 1–22.
- Easterly, William (2014), *The Tyranny of Experts*, New York, Basic Books.
- Elkins, Meg et Simon Feeny (2014), « Policies in Poverty Reduction Strategy Papers: dominance or diversity? », *Canadian Journal of Development Studies*, vol. 35, n° 2, p. 228-248.
- Escobar, Arturo (1995), *Encountering Development: The Making and Unmaking of the Third World*. Princeton, Princeton University Press.
- Escobar, Arturo (2008), *Territories of difference: place, movements, life, redes*. Durham, Duke University Press.
- Escobar, Arturo (2017), *Designs for the Pluriverse: Radical Interdependence, Autonomy, and the Making of Worlds*, Durham, Duke University Press.
- Girei, Emmanuella (2015), « NGOs, Management and Development: Harnessing Counter-Hegemonic Possibilities », *Organization Studies*, vol. 37, n° 2, p. 193–212.
- Gouvernement du Canada (2017), « La Politique d'aide internationale féministe du Canada ». Ottawa, Affaires mondiales Canada. Récupérée le 15 novembre 2019 de https://www.international.gc.ca/world-monde/issues_development-enjeux_developpement/priorities-priorites/policy-politique.aspx?lang=fra&_ga=2.251093519.826056737.1573924035-2063535429.1547776563
- Gouvernement du Canada (2020a), « Rapport au Parlement sur l'aide internationale du gouvernement du Canada 2018-2019, Volume 1 ». Ottawa, Affaires mondiales Canada. Récupéré le 22 juillet 2020 de

https://www.international.gc.ca/gac-amc/publications/odaaa-lrmado/toc_report-tdm_rapport-18-19.aspx?lang=fra.

Gouvernement du Canada (2020b), « Rapport au Parlement sur l'aide internationale du gouvernement du Canada 2018-2019, Volume 2 ». Ottawa, Affaires mondiales Canada. Récupéré le 22 juillet 2020 de <https://www.international.gc.ca/gac-amc/assets/pdfs/publications/odaaa-lrmado/report-rapport-18-19-vol2-fr.pdf>

Gulrajani, Nilima (2011), « Transcending the Great Foreign Aid Debate: managerialism, radicalism and the search for aid effectiveness », *Third World Quarterly*, vol. 32, n° 2, p. 199–216.

hooks, bell (1981), « *Ain't I a Woman? Black Women and Feminism*, New York, Routledge.

Horowitz, Mark (2009), Maquiladora Production, Rising Expectations and Alterglobalization Strategy », *Critical Sociology*, vol. 35, n° 5, p. 677–688.

Lohmann, Lucia (2019), « Ecosystem Service Trading » dans Ashish Kothari, Ariel Salleh, Arturo Escobar, Federico Demaria et Alberto Acosta (dir.), *Pluriverse : Post Development Dictionnary*, New Delhi, Tulika.

Maracle, Lee (1996), *I am Woman: A Native Perspective on Sociology and Feminism*, Vancouver, Press Gang Publisher.

Minh Ha, Trin Thi (1989), *Woman, Native, Other. Writing postcoloniality and feminism*, Bloomington, Indiana University Press.

Mohanty, Chandra (2003), *Feminism Without Borders: Decolonizing Theory, Practising Solidarity*, Durham, Duke University Press.

Moraga, Cherrie et Gloria Anzaldua (1984), *This Bridge Called My Back: Writings by Radical Women of Color*, New York, Kitchen Table/Women of Color Press.

Mukhopadhyay, Maitrayee (2015), « Gendered Citizenship in the Postcolony », dans Rawwida Baksh et Wendy Harcourt (dir.), *The Oxford Handbook of Transnational Feminist Movements*, Oxford, Oxford University Press.

Murphy, Johnathan (2008), « The Rise of the Global Managers », dans Sadhvi Dar et Bill Cooke (dir.), *The New Development Management: Critiquing the Dual Modernization*, London, Zed Books.

Poupeau, Franck (2013), « La Bolivie entre Pachamama et modèle extractiviste ». *Écologie & politique*, vol. 46, n° 1, p. 109-119.

Prasad, Anshuman (2003), *Postcolonial Theory and Organizational Analysis: A Critical Engagement*, New York, Pallgrave Macmillan.

Puar, Jasbir (2013), « “I'd Rather Be a Cyborg than a Goddess” : Intersectionality, Assemblage and Affective Politics », *Meritum — Revista de direito da Universidade FUMEC*, vol. 8, n° 2, p. 371-390.

Rocheleau, Dianne et Padini Nirmal (2015), « Feminist Political Ecologies: Grounded, Networked and Rooted on Earth » dans Rawwida Baksh et Wendy Harcourt (dir.), *The Oxford Handbook of Transnational Feminist Movements*, Oxford, Oxford University Press.

- Sachs, Wolfgang (2010), *The Development Dictionary, 2nd edition*, London, Zed Books.
- Sachs, Wolfgang (2019), « Foreword: The Development Dictionary Revisited », dans Ashish Kothari, Ariel Salleh, Arturo Escobar, Federico Demaria et Alberto Acosta (dir.), *Pluriverse : A Post-Development Dictionary*, New Delhi, Tulika Books.
- Savard, Marie-Claude, François Audet, Gilles Rivard et Guy Saint-Jacques (2019). « *La politique d'aide au développement du Canada : Enjeux et recommandations* », récupérée le 15 novembre 2019 de <https://www.ieim.uqam.ca/spip.php?article11987&lang=fr>.
- Savard, Marie-Claude, Nelson Dueñas et François Audet (sous presse), « NGOs as brokers in the interplay of trust and control in the localization agenda », *Global Governance Journal: A review of multilateralism and international organizations*.
- Shiva, Vandana (1991), *The Violence of the Green Revolution: Third World Agriculture, Ecology and Politics*, London, Zed Books.
- Spivak, Gayatri Chakravorty (2009), *Les subalternes peuvent-elles parler ?* Paris, Éditions Amsterdam.
- Tagaq, Tanya (2019), *Croc fendu*, Québec, Alto.
- Terreblanche, Christelle (2019), « Ecofeminism », dans Ashish Kothari, Ariel Salleh, Arturo Escobar, Federico Demaria et Alberto Acosta (dir.), *Pluriverse : A Post-Development Dictionary*, New Delhi, Tulika Books.
- Thomas, Robyn et Annette Davies (2005), « What Have Feminists Done for Us? Feminist Theory and Organizational Resistance », *Organization*, vol. 12, n° 5, p. 711–740.
- Tiessen, Rebecca et Emma Swan (2018), « Canada's Feminist Foreign Policy Promises: An Ambitious Agenda for Gender Equality, Human Rights, Peace and Security », dans Norman Hillmer et Philippe Lagassé (dir.), *Justin Trudeau and Canadian Foreign Policy, Canada and International Affairs*, London, Palgrave MacMillan.
- Tiessen, Rebecca et David Black (2019), « Canada's Feminist International Assistance Policy: To Whom is Canada Back? » dans Richard Nimijean et David Carment (dir.), *Canada, Nation Branding and Domestic Politics*, New York, Routledge.
- Vergès, Françoise (2019), *Un féminisme décolonial*, Paris, La Fabrique.
- von Werlhof, Claudia (2011), *The Failure of Modern Civilization and the Struggle for a "Deep" Alternative*, Frankfurt, Peter Lang.
- Wallace, Tina (2004), « NGO Dilemmas: Trojan Horses for Global Neoliberalism ». *Socialist Register 2004: The New Imperial Challenge*, vol. 40, p. 202–219.
- Wallace, Tina, Lisa Bornstein et Jennifer Chapman (2007), *The Aid Chain: Coercion and Commitment in Development NGOs*, Warwickshire, Practical Action Publishing.
- Walsh, Clare (2016), « On Gender and Its "Otherwise" » dans Wendy Harcourt (dir.), *The Palgrave Handbook of Gender and Development: Critical Engagements in Feminist Theory and Practice*, London, Palgrave MacMillan.